



Territoriaux CGT

Mairie de SAINT-HERBLAIN



02.28.25.21.78

06.18.17.91.69



cgtsaint-herblain@orange.fr

FIER-E-S !
DE TRAVAIL POUR LE
SERVICE PUBLIC !

10%
cgt
10%
Immédiatement

Chères collègues,

Actuellement se tient à Paris le Congrès des Maires et des présidentes d'intercommunalité de France , à cette occasion nous interpellons nos élus locaux sur le projet de loi contre les services publics et contre les fonctionnaire qui sont les soldats présents en tout les contexte pour servir tout les usagées.

Sue ce projet de loi , la CGT à déjà interpellé l'adjoint au Maire à l'occasion de l'instance de CST spéciale RSU de 6 Novembre dernier et également Mr.Le Maire en lettre ouverte envoyé le 8 Novembre en voici :

Monsieur le Maire,

Notre syndicat CGT des services publics vous alerte sur les inquiétudes grandissantes des agents de la collectivité.

Le gouvernement et son nouveau ministre de la fonction publique, Monsieur Kasbarian, annoncent poursuivre la casse des services publics par la restriction budgétaire de l'état envers les collectivités, alors que le transfert des compétences n'a cessé d'augmenter et qu'une crise socio-économique met à mal le peuple.

La casse des services publics continue et s'amplifie par ceux dont la politique a été remise en cause par les urnes.

La stigmatisation quotidienne du « fonctionnaire », jamais rattaché à la notion de service public, impacte fortement le moral de vos agents. L'intérêt général devient absent du paysage. Pourtant, la crise COVID n'est pas si lointaine.

Dévoués et engagés sur le terrain, ceux-ci travaillent avec détermination afin d'apporter à la population un service public de qualité et de proximité. Aujourd'hui, force est de constater que l'attractivité n'y est plus (rémunération, évolution de carrière, conditions de travail, complexité des procédures, etc.), peu postulent et nombreux sont ceux qui partent ou envisagent de quitter le navire.

Pour aggraver la situation, Monsieur Kasbarian, unilatéralement, a décidé de sanctionner la maladie des agents publics : 3 jours de carence et 10% de réduction de salaire !

Il tente également de vous imposer des restrictions d'effectifs (100 000 sur tout le territoire).

Les remises en cause du statut et de son caractère national s'inscrivent dans la poursuite de la politique de différenciation territoriale, de regroupement forcé des communes, de renforcement des prérogatives des métropoles et des régions, en dépossédant lentement mais sûrement les élus locaux de leur pouvoir : la libre administration de leur collectivité.

Moins d'argent, moins d'agents, la CGT vous pose alors la question : comment ferez-vous demain pour mettre en œuvre vos politiques publiques au service de vos concitoyens et de vos territoires ?

Est-ce vraiment pour cela que vous avez voulu vous engager ?

Dans un contexte de crise, au milieu d'un chaos politique, le « quoi qu'il en coûte » devrait correspondre à l'amélioration des services publics dans les territoires.

Premiers acteurs de ceux-ci, les agents doivent pouvoir exercer leurs métiers dans les meilleures conditions avec la reconnaissance qui leur est due.

Cela passe pour nous par réaffirmer nos revendications dont la satisfaction est totalement en adéquation avec le renforcement de nos services :

Monsieur *le Maire*, il existe un moyen de vous mobiliser et de retrouver vos ambitions d'élus au service de la population et de vos territoires :

la grève des budgets !

Comme le disait Bertolt Brecht :

Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu...

La CGT est et sera toujours dans la défense des agents et du service public. Mais maintenant pour la défense des intérêts de vos administrés, la balle est aussi dans votre camp ...

Chère collègues,

Depuis des années, La CGT dénonce une logique du démantèlement progressif des services publics au profit d'intérêts privés, dans le seul but de nourrir l'appétit insatiable du capitalisme et de ses actionnaires.

Les services publics, piliers de la solidarité et garants de l'égalité entre citoyens, sont aujourd'hui dans le viseur d'une logique de rentabilité immédiate. Les privatisations successives, les coupes budgétaires et la précarisation des agents témoignent de cette volonté insidieuse de transformer le bien commun en source de profit. Pour la CGT, il ne s'agit pas d'un simple débat idéologique, mais d'une lutte concrète pour préserver l'accès universel, et à d'autres services essentiels.

Dans ce combat, la CGT refuse de céder au fatalisme. Elle s'engage à mobiliser, à informer, et à proposer des alternatives. Il ne s'agit pas d'un refus du progrès ou d'une nostalgie d'un passé idéalisé, mais d'une résistance à une dérive où l'intérêt collectif est sacrifié sur l'autel de la finance.

Car lorsque le service public est avalé par la logique de marché, c'est la société toute entière qui en paie le prix : des inégalités croissantes, des territoires abandonnés, et une solidarité mise à mal.

Ainsi, la CGT se tient debout, déterminée à combattre ces « lous » du capitalisme. Ce combat n'est pas seulement celui d'un syndicat, mais celui de tous ceux qui croient encore en une société plus juste, où les services publics ne sont pas une marchandise, mais un droit fondamental.

Chère collègues,

N'arrêtons pas de combattre cette injustice sociale, La CGT vous donne RDV pour un autre jour de lutte le **5 Décembre** pour une mobilisation nationale de tous les services publics.

Vivre la CGT et vivre le combat.